



Hebdomadaire  
Paraît le vendredi  
N° 2693  
13 mars 2020  
1,20 € • DOM: 1,80 €



**Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!**

# **lutte ouvrière**

**UNION COMMUNISTE (trotskyste)**

**Le journal  
d'Arlette Laguiller**



# **Pour un parti révolutionnaire des travailleurs**

## **Coronavirus**

**Le système  
de soins malade  
du profit**

Pages 8 et 11

## **Crise économique**

**Les banques  
centrales au  
chevet du capital**

Page 2

## **Migrants**

**L'Europe  
unie pour  
la répression**

Page 16



**ÉLECTIONS MUNICIPALES**

Votez Lutte ouvrière! 4  
 Josefa Torres, candidate à Choisy-le-Roi 4  
 Pour voter par procuration 4  
 Le 7 mars à Paris: intervention de Jean-Pierre Mercier 5  
 Réunions publiques 5  
 Intervention de Nathalie Arthaud 6  
 Réunions publiques 6  
 À propos des bulletins de vote 6

**LEUR SOCIÉTÉ**

8 mars: par milliers pour les droits des femmes 3  
 49.3 et comédie parlementaire 3  
 Ventes d'armes: cet argent a une sale odeur 3  
 Nos lecteurs écrivent 3  
 Saint-Denis: Francs-Moisins, logements en voie de démolition, locataires abandonnés 7  
 France-Antilles: dans l'escarcelle de Xavier Niel 7  
 Incendie du Puy-en-Velay: gilets jaunes sanctionnés 7  
 Coronavirus: grippe capitaliste sur les systèmes de santé 11  
 Pénicaud: au service du patronat 11  
 Les médecins à la peine 11

**DANS LE MONDE**

Italie: la maladie du système de santé 8  
 Liban: la population face au diktat des banques 8  
 Amérique latine: la forte mobilisation du 8 mars 9  
 Ukraine: la démographie s'effondre, comme le reste 9  
 Union européenne: il y a de l'argent pour la chasse aux migrants 16  
 Burkina Faso: le poison de l'ethnisme 16

**ENTREPRISES**

Haut-Rhin: le confinement et ses conséquences pour les travailleurs 12  
 PSA - Mulhouse 12  
 AP-HP et Covid-19 13  
 RATP - dépôt de Thiais 13  
 RATP - dépôt de Vitry 13  
 Chauffeurs VTC 14  
 Carrefour Market et Monoprix 14  
 Lisi Medical - Hérouville 14  
 MTD - Allemagne 15  
 Accident TGV: la SNCF déraile 15

**IL Y A CENT ANS**

Allemagne, mars 1920: la classe ouvrière défait le putsch de Kapp 10

# La course au profit, un virus mortel

Il n'aura pas fallu longtemps pour que Bruno Le Maire, ministre de l'Économie, se précipite au chevet des entreprises confrontées aux conséquences économiques du coronavirus.

Lundi 9 mars, il a rendu public un plan d'action applicable sans délai. Parmi les mesures spectaculaires, le gouvernement autorise toutes les entreprises qui s'estiment mises en difficulté par la crise à demander un report de leurs charges sociales et fiscales, «*par simple mail ou un coup de téléphone*» a précisé la ministre. Le soir même, Agnès Pannier-Runacher, la secrétaire d'État au Commerce précisait sur RTL que la suppression définitive de ces impôts ou de ces cotisations reportées n'était pas exclue.

Sans délai et sans la moindre vérification, toutes les entreprises, les petites comme les grosses, vont profiter de ces facilités de trésorerie.

Au personnel des hôpitaux, aux salariés des transports publics, à tous ceux qui continuent à faire marcher la société malgré l'épidémie, le gouvernement demande du dévouement et du civisme. Les salariés peuvent être sommés par leurs patrons de poser des jours de congés. Ils sont placés en chômage partiel ou carrément licenciés s'ils travaillent en intérim ou en contrat précaire. Un travailleur qui perd son emploi, à cause du coronavirus ou pour n'importe quelle autre raison, doit continuer à payer son loyer ou ses crédits sans délai ni souplesse. Ni en le demandant par mail, ni après de nombreuses démarches administratives, l'État n'annulera sa dette. Et pourtant, combien de travailleurs, dans l'incapacité de payer un logement, se sont retrouvés à la rue après un licenciement? Les nouvelles mesures concernant l'indemnisation du chômage, qui doivent entrer en application le 1<sup>er</sup> avril, s'ajouteront à tout ce contexte pour jeter dans la misère des milliers de chômeurs.

Vis-à-vis du patronat, le gouvernement n'envisage pas d'appel au civisme ni à l'esprit de

sacrifice. Les patrons ont droit sans formalités à des exonérations, à des crédits à taux quasiment nuls de la BPI, la Banque publique d'investissement, à une augmentation de l'indemnité horaire destinée à compenser le chômage partiel. Ainsi, celle-ci passera de 7,74 à 8,04 euros. Autrement dit, l'État paiera à la place des patrons le salaire des travailleurs au smic.

Et ce n'est qu'un début. S'il se confirme que le coronavirus déclenche une récession, voire une crise du système financier comme lors de la crise des subprimes en 2008, les États et les banques centrales sont prêts à voler au secours des capitalistes sans aucune assurance que cette crise ne plonge pas les travailleurs du monde entier dans une misère noire et une série de catastrophes, comme après celle de 2008. Pour l'heure, la tentative de sauvetage a commencé. Le 3 mars, la Fed, la banque fédérale américaine, a baissé en urgence ses taux d'intérêts. Christine Lagarde, nouvelle présidente de la Banque centrale européenne, après avoir été celle du FMI, devait annoncer jeudi 12 mars une série de mesures «*pour encourager les banques à prêter de l'argent aux PME*». Cela annonce en fait que les banques seront arrosées sans limite par le biais d'émissions de monnaie qui viendront alimenter la spéculation.

Comme en 2008, Le Maire, Lagarde, Macron et leurs homologues du monde entier présenteront ensuite la note aux classes populaires auxquelles ils demanderont de rembourser leur dette.

Avant même de déclencher une nouvelle crise économique, l'épidémie révèle l'égoïsme sans frein de la classe possédante, sa voracité et les risques qu'elle fait courir à toute la société. Même si l'épidémie actuelle ne suffisait pas à déclencher une crise catastrophique, elle montre à quel point la menace pèse sur la société. Car elle ne tient pas au virus mais au capitalisme même, à son organisation sociale absurde et criminelle.



Les Urgences saturées, même sans le coronavirus.





## 8 mars : par milliers pour les droits des femmes

Des dizaines de milliers de personnes à Paris, 5 000 à Rennes, 4 400 à Lyon, 1 500 à Bordeaux, 1 000 à Toulouse, 800 à Strasbourg... Dimanche 8 mars, des dizaines de milliers de personnes ont manifesté, à Paris et en régions, pour dénoncer les violences faites aux femmes, l'inégale répartition des tâches domestiques, le recul du droit à l'IVG, mais aussi les inégalités salariales et la réforme des retraites.

« Fortes, fières, féministes, radicales et en colère! »; « Femmes migrantes, vous êtes chez vous! »; « Tu as subi un viol? Fallait pas mettre une jupe. T'as pas obtenu de promotion? Fallait mettre une jupe »; « On ne naît pas femme, on en meurt »; « Contre le patriarcat et contre le 49.3, on est là! », « Qui fait la vaisselle? »

Nous, on fait la révolution! »: les nombreuses banderoles et pancartes débordaient d'imagination, de créativité... et de colère.

À Paris, le cortège a fait étape devant l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, pour dénoncer les conditions de travail et les bas salaires des infirmières et aides-soignantes et rendre hommage

à Élodie Multon, jeune infirmière en psychiatrie tuée par un patient le 13 février. Le cortège est ensuite passé par la gare de Lyon, en soutien aux cheminots ayant fait grève contre la réforme des retraites, puis s'est arrêté devant un hôtel Ibis, pour soutenir les femmes de ménage en lutte contre la précarité et les temps partiels.

Au Mans, la manifestation était dédiée à Aïcha Diallo, une jeune mère de 25 ans tuée à coups de couteau par son compagnon quelques jours auparavant. La cérémonie des Césars qui, la semaine précédente, a récompensé Roman Polanski, notoirement accusé

de viol par une dizaine de très jeunes filles dans les années 1970, suscitait aussi l'indignation.

Le matin du 8 mars, Macron a publié une vidéo pour célébrer l'égalité hommes-femmes. C'est bien joli mais, quelques heures plus tôt, la police n'avait pas pris de gants pour agresser des manifestantes, à Paris et à Nantes. Samedi 7 mars à Paris, une marche féministe nocturne, pourtant pacifique et autorisée, avait été violemment réprimée par les CRS, qui ont bousculé, frappé, insulté et arrêté plusieurs manifestantes. À Nantes, le même soir, une marche contre le

harcèlement de rue et les viols impunis avait essuyé des tirs de grenades lacrymogènes. Interpellée par les multiples réactions sur les réseaux sociaux, la secrétaire d'État à l'Égalité hommes-femmes, Marlène Schiappa, s'est sentie obligée de réagir et de demander un rapport au ministre de l'Intérieur.

Pour la galerie, les mots ronflants sur l'égalité des sexes ne manquent pas. Mais, quand des femmes manifestent pour leurs droits, la matraque, les gaz lacrymogènes et les injures ne manquent pas non plus.

Julie Lemée

## 49.3 et comédie parlementaire

Pour tous les travailleurs mobilisés depuis décembre, l'utilisation du 49.3 par le gouvernement est un coup de force. Le choix d'Édouard Philippe d'annoncer la fin des débats à l'Assemblée nationale le samedi 29 février en début de soirée, pour circonscrire au maximum tout risque de manifestation de rue, ajoute encore à son caractère choquant.

Si le débat parlementaire a ainsi été raccourci, les opposants à la réforme des retraites, à Paris comme en province, ne se laissent pas bâillonner. La semaine a été marquée par des rassemblements et des manifestations regroupant de quelques dizaines à

quelques centaines de participants, démontrant que la colère est toujours là. Les vitres de la permanence d'Édouard Philippe, candidat aux élections municipales au Havre, en ont fait les frais, comme un certain nombre de locaux de La République en marche.

Le gouvernement aurait tort de croire que le débat est clos parce qu'il a mis un terme aux discussions parlementaires. L'issue du combat contre la réforme des retraites ne se jouait pas à l'Assemblée nationale et ne s'y est jamais jouée. Elle continuera de se jouer dans les luttes dans les entreprises et dans la rue.

Boris Savin



Nos lecteurs écrivent :

### Le 7 mars, accès au meeting bloqué

Voilà pourquoi je n'ai pas réussi à venir au meeting de Lutte ouvrière, le 7 mars. Pour l'acte 69 des gilets jaunes, deux parcours étaient proposés. J'avais choisi de participer à la manifestation qui partait de la place d'Italie pour rejoindre la place de la République, car elle passait près de la Mutualité où je comptais rejoindre la réunion publique.

Il y avait environ 150 manifestants, tout se déroulait très calmement et l'ambiance était bon enfant.

Malgré tout, nous étions entièrement encadrés par des CRS, et des dizaines de camions précédaient le cortège. C'était presque un exercice militaire: les CRS donnaient le rythme.

Vers 15 h 45, je décidais de rejoindre le meeting, car nous étions arrivés au métro Jussieu. Mais impossible: « Vous avez commencé à manifester, vous devez aller jusqu'à République! », voilà ce qu'un commandant zélé m'a répondu.

Personne ne pouvait

rentrer dans le cortège, personne ne pouvait en sortir. Une pause étant prévue à Bastille, je pensais pouvoir partir à ce moment-là. Mais, pendant cette pause, nous avons été « nassés »: ni sortie, ni entrée n'était possible, pas même pour aller aux toilettes.

C'est seulement vers 17 h 30 que nous avons été « libérés » place de la République, mais il était alors trop tard pour rejoindre la Mutualité!

J.H.

### Ventes d'armes: cet argent a une sale odeur

Les ventes d'armes dans le monde sont en progression. Dans ce marché de la mort en augmentation, la part des industriels français de l'armement, véritables requins attirés par le sang, s'accroît aussi.

Les cinq années de 2015 à 2019 ont vu le commerce mondial des armes progresser de 5,5 %, par rapport à 2010-2014. La France s'est arrogé 7,9 % de ce pactole, contre 4,8 % auparavant, passant de la cinquième à la troisième place, derrière les États-Unis et la Russie.

Sans surprise, le Moyen-Orient est la région qui s'équipe le plus en matériel

militaire, achetant plus du tiers des exportations mondiales d'armes. Il faut bien que les bouchers qui ensanglantent la Syrie et le Yémen se fournissent quelque part.

La France, derrière son discours sur la portée universelle des droits de l'homme, équipe le royaume obscurantiste et guerrier d'Arabie saoudite et trempe dans ses crimes de guerre. Des victimes, jusque dans les hôpitaux yéménites, meurent tricolore.

Le régime égyptien maintient la population sous son joug en partie grâce à du matériel français. La ministre des

Armées, Florence Parly, a d'ailleurs rendu visite début mars au général al-Sissi pour s'assurer que le dictateur-client était satisfait.

Sans forcément être répertoriées dans les ventes d'armes, des firmes françaises vendent aussi des logiciels de surveillance des populations à des dictatures qui repèrent ainsi leurs opposants, les emprisonnent et les torturent.

C'est sans doute cela que Macron appelait « la lutte pour les libertés et la démocratie » lors de son discours au forum de Paris sur la paix en novembre dernier.

Lucien Déroit





## Éditorial des bulletins d'entreprise du 9 mars

# Votez Lutte ouvrière !

Alors que de nombreux candidats, qu'ils soient dans la majorité ou dans l'opposition, cachent leur appartenance politique, Lutte ouvrière présente des listes dans 240 villes sous le même drapeau, celui du camp des travailleurs.

Ces listes « Lutte ouvrière – Faire entendre le camp des travailleurs » sont à l'image de celles et ceux qui travaillent et vivent dans la ville: ouvriers de l'automobile à Montbéliard, Valenciennes ou Poissy; ouvriers et employés de la chimie dans la région lyonnaise; ouvriers de l'aéronautique dans l'agglomération toulousaine... et partout des cheminots, des conducteurs de bus, des aides à domicile, des agents de sécurité et d'entretien, des infirmières et des aides-soignantes, des enseignants, des caissières, des employés de banque et d'assurances...

Ce sont, à l'échelle nationale, des travailleuses et travailleurs qui ont en commun de partager les difficultés des classes populaires et la même révolte contre le grand patronat. Ensemble, ils font la démonstration que les travailleurs n'ont pas besoin de

porte-parole, de notables, d'avocats et encore moins de chefs ou de directeurs pour être représentés.

Loin de tout carriérisme et clientélisme, ils portent les intérêts généraux des travailleurs. Ils ne font pas l'habituel catalogue de promesses aussi démagogiques que mensongères. Leur programme se résume en une phrase: être du côté des exploités et des plus pauvres contre les riches, en toutes circonstances; être de tous les combats pour faire respecter les droits et les intérêts des travailleurs dans les entreprises et dans les communes où ils vivent.

À l'échelle d'une municipalité, il y a bien des choses à faire, car les intérêts des plus riches, ceux des promoteurs, des propriétaires, des banques et des grandes entreprises, passent avant ceux des travailleurs et des plus pauvres.

C'est ce que dénoncent les associations et collectifs qui se battent contre les expulsions locatives et le mal-logement, contre les expulsions de sans-papiers, contre les fermetures de bureaux de poste ou de classes, le harcèlement de la police et les contrôles au faciès...



PHOTOS LO

Jusqu'aux collectifs d'habitants qui se battent contre des factures d'eau indues ou pour que les bailleurs réparent des ascenseurs parfois en panne pendant des semaines.

Pour les travailleurs, rien ne tombe jamais du ciel. Du grand patronat et du gouvernement, ils n'ont à attendre que de nouveaux coups. Mais, pour s'en protéger, ils ne peuvent pas vraiment compter sur les municipalités. Ce n'est pas qu'elles soient toutes vendues aux plus riches, même si certaines le sont. C'est surtout que les municipalités sont de plus en plus étranglées financièrement, car l'État ne peut pas arroser la bourgeoisie de milliards d'euros et trouver aussi l'argent nécessaire aux collectivités, aux hôpitaux ou à l'éducation.

Le maire se retrouve dans la situation de répartir la misère, alors qu'avec la crise les besoins sont de plus en plus importants. Et

les travailleurs sont amenés à prendre eux-mêmes de plus en plus de choses en main, comme ces mères qui s'organisent dans les cités populaires pour que leurs enfants ne tombent pas dans l'engrenage de la loi des bandes ou des trafiquants. Pour interdire la circulation de la drogue et chasser les dealers, elles sont d'ailleurs bien plus efficaces que les cowboys armés jusqu'aux dents envoyés par l'État!

Une municipalité Lutte ouvrière encouragerait et participerait à ces initiatives. Elle impulserait d'autres combats, afin d'arracher l'argent nécessaire pour la santé, l'emploi, le logement, la culture... Elle militerait pour que les travailleurs demandent des comptes au gouvernement et pour que le grand patronat paye. Car celui-ci est le premier responsable de la catastrophe économique, sociale, humanitaire et écologique dans laquelle nous

nous enfonçons.

Une ville ne peut pas être une île paradisiaque dans un océan de chômage et de misère grandissante, et surtout pas dans cette période de crise où la rapacité de la bourgeoisie est décuplée. Les travailleurs doivent être conscients que le combat à mener est celui de changer la société.

En votant pour les listes « Lutte ouvrière-Faire entendre le camp des travailleurs », vous direz que les travailleurs ne doivent plus faire confiance aux politiciens dont le seul but est de servir la soupe aux bourgeois. Vous défendrez l'idée que la classe ouvrière doit s'unir et défendre ses intérêts face au grand patronat. Vous afficherez le rouge, la couleur des travailleurs qui relèvent la tête, la couleur des grèves, des révoltes et des révolutions, parce qu'il en faut une pour mettre fin à la folie et la barbarie de la société capitaliste!

## Josefa Torres, candidate à Choisy-le-Roi

**Josefa Torres, technicienne dans la chimie, est la tête de liste Lutte ouvrière à Choisy-le-Roi,**

**dans le Val-de-Marne:** J'avais 6 ans quand, en 1970, ma famille a quitté Alicante en Espagne pour

une petite loge de concierge à Ménilmontant.

J'ai commencé à travailler à 18 ans, d'abord dans l'industrie alimentaire comme aide de laboratoire. Puis, à 20 ans, j'ai été embauchée dans un centre de production de l'industrie pharmaceutique à Vitry-sur-Seine, dans lequel je travaille encore à ce jour. C'est à l'usine que j'ai rencontré les camarades de Lutte ouvrière. Les deux mots, « lutte » et « ouvrière », correspondaient à ce que j'étais. Voir des militants armer politiquement des travailleurs, les organiser afin de combattre les mauvais coups du patron, cela m'a rapidement convaincue.

Militante de Lutte ouvrière, je suis aussi représentante du personnel depuis plus de trente ans. Avec mes camarades, nous tentons de transmettre nos idées, de faire prendre conscience à nos collègues

qu'ils ont une force considérable du fait de leur nombre et du fait de leur activité. Sans nous, pas un médicament ne serait produit. Sans notre travail à tous, rien ne fonctionnerait dans la société. Alors, cessons de subir, organisons-nous!

Pour ces élections, à Choisy-le-Roi, nous sommes 43 sur la liste destinée à « faire entendre le camp des travailleurs ». Choisy est une ville ouvrière de la proche banlieue parisienne. Comme beaucoup d'autres,

elle a subi de plein fouet la fermeture de nombreuses entreprises. Aujourd'hui, la majorité des habitants qui ont un emploi doivent se rendre à Paris ou ailleurs. Des hordes de travailleurs voyagent matin et soir, attendent sur les quais bondés du RER C, jouent des coudes pour monter dans des trains surchargés, subissent des conditions de transport éprouvantes, qui s'ajoutent à celles de l'exploitation. Et qui s'ajoutent aussi aux raisons de la colère!



### Pour voter par procuration

Si l'on ne peut se déplacer pour voter, par exemple en raison du coronavirus, il est possible de donner procuration. Il est conseillé de faire cette démarche dès que possible.

Dans ce cas, on peut

contacter Lutte ouvrière afin d'être mis en relation avec un camarade résidant dans la commune du bureau de vote concerné.

<https://www.lutte-ouvriere.org/pour-voter-par-procuration-87988.html>





PHOTOS LO

## Le 7 mars à Paris : faire entendre le camp des travailleurs

Samedi 7 mars, se tenait dans la grande salle de la Mutualité à Paris le meeting électoral des listes Lutte ouvrière d'Île-de-France, présidé par

Arlette Laguiller, candidate aux Lilas.

Jean-Pierre Mercier, ouvrier de l'automobile, tête de liste à Poissy, et Nathalie Arthaud,

enseignante, tête de liste à Pantin, ont pris la parole devant plus d'un millier de personnes.

Parmi les présents, figuraient de nombreux

candidats des 80 listes de la région, sur les 260 listes présentées par Lutte ouvrière dans 240 communes différentes du pays.

## Jean-Pierre Mercier : "le rouge, couleur des grèves, des révoltes, des révolutions"



« Signe des temps, la plupart des candidats à l'élection municipale se présentent en prenant bien soin de cacher leur appartenance politique. Les noms des partis politiques sont gommés, et il n'y a même plus moyen de savoir si l'on a affaire à des listes de gauche, de droite ou d'extrême droite.

Les intitulés de ces listes sont tous les mêmes : « Pantin solidaire », « Poissy en commun », « Tous pour Vigneux », « Villejuif debout », « Montreuil en avant », « Bagnolet pour un nouveau printemps » ... Le seul avantage de ces noms parfaitement vides de sens c'est qu'il est difficile de ne pas être d'accord avec eux. « Villejuif debout » vaut certainement mieux que Villejuif couché, et autant aller vers

« un nouveau printemps » à Bagnolet plutôt que vers un nouvel hiver. [...]

Nous avons fait le choix d'afficher clairement la couleur. Sur nos professions de foi et nos bulletins figurent la faucille et le marteau, parce que nous sommes fiers d'être communistes. Et le nom de nos 260 listes à travers le pays est le même. Il dit clairement à qui nous nous adressons, et il est à lui tout seul un programme, un programme qu'aucun politicien ne risque de nous disputer : « Lutte ouvrière – Faire entendre le camp des travailleurs ».

Et, quand il est de bon ton, pour tenter de ramasser des voix, de mettre plus ou moins de vert, nos listes affichent le rouge, la couleur des travailleurs, des travailleurs qui relèvent la

tête, des travailleurs qui se battent. C'est la couleur des grèves, des révoltes, des révolutions, c'est la couleur de la classe ouvrière en lutte, la couleur du mouvement ouvrier. [...]

### Leur programme municipal et le nôtre

On nous reproche souvent de ne pas avoir de programme municipal. La vérité, c'est que notre programme n'est pas comme ceux des politiciens, un catalogue de promesses qui ne dureront que le temps de la campagne. Ils écrivent leurs catalogues de promesses bien souvent sur du joli papier glacé, avec plein de couleurs qui les font ressembler comme deux gouttes d'eau à des publicités de promoteurs immobiliers qui cherchent à vous allécher pour vous vendre un logement. Les photos sont très belles, avec de la verdure, toujours avec du soleil, pas un papier par terre, des enfants qui jouent tranquillement. Bref, ça ressemble plus à Disneyland qu'à la vraie vie.

Nous ne promettons aucun logement, aucune place dans les crèches, aucun emploi à la mairie. Nous ne promettons pas que le bulletin

de vote rendra la ville plus belle, moins sale, moins polluée. Nous ne vendons pas du rêve, bien au contraire.

Dans bien des domaines, la population ouvrière est capable, en agissant elle-même, de rendre un quartier plus vivable. Les politiciens de la bourgeoisie posent le problème de l'insécurité et des incivilités uniquement sous l'angle du nombre de policiers, armés ou pas, comme une solution.

D'une part, des éducateurs sociaux plus nombreux pourraient certainement faire mieux qu'une intervention ponctuelle d'une compagnie de CRS. À plus forte raison, des habitants du quartier qui s'organiseraient eux-mêmes, se mobiliseraient, seraient bien plus efficaces pour interdire la circulation de la drogue et chasser les dealers. Il y a déjà des cages d'escaliers de HLM où des habitants le font spontanément, il faut populariser, généraliser ce type d'initiatives.

Notre programme est à l'opposé de tous les autres. Il consiste à propager l'idée que, pour régler des problèmes, la population ouvrière doit prendre directement les choses en main. »

## Réunions publiques

### Clermont-Ferrand

12 mars à 18 h 30  
Salle Duclos

### Vesoul

12 mars à 18 heures  
Maison des associations

### Bègles

12 mars à 19 heures  
Salle Mussonville

### Cugnaux

12 mars à 18 h 15  
Salle René-Cassin

### Alès

12 mars à 18 h 30  
Maison du peuple à Tamaris

### Limoges

12 mars à 19 h 30  
Espace Marcel-Detaille

### Caen

12 mars à 18 h 30  
Maison de quartier de la Guérinière

### Strasbourg

12 mars à 19 heures  
Maison des associations

### Annecy

12 mars à 18 h 30  
Salle des Clarisses

### Chambéry

12 mars à 18 h 30  
Salle René-Rey

### Amiens

12 mars à 18 h 30  
Salle Dewailly

### Sin-le-Noble

12 mars à 18 h 30  
Espace Georges-Brassens

### Bagneux

12 mars à 19 heures  
Foyer René-Cros

### Villeneuve Saint-Georges

12 mars à 18 h 30  
Foyer Jean-Cocteau

### Corbeil-Essonnes

12 mars à 19 h 30  
Espace Carnot

### Melun

12 mars à 19 h 30  
Espace Saint-Jean

### Montereau-Fault-Yonne

12 mars à 19 heures  
Salle François-Mitterrand





## Nathalie Arthaud : «Ce qui manque, c'est un parti révolutionnaire»

« De la gauche à l'extrême droite, la bourgeoisie dispose de plusieurs partis, tous dans le camp du grand patronat, les uns ouvertement, les autres de façon hypocrite. Quand le pouvoir les a trop usés, ils se passent le relais, mais ils mènent tous la même politique au service de la bourgeoisie. Et le Rassemblement national, le seul que l'on n'a pas vu à l'œuvre, a exactement les mêmes ambitions que les autres. [...] »

Un exemple, celui du logement. L'appel de l'abbé Pierre date de l'hiver 1954. La mobilisation autour des enfants de Don Quichotte, qui avaient installé des tentes le long du canal Saint-Martin, date de 2006. Depuis 2007, il y a même une loi qui consacre le droit au logement. C'était il y a treize ans ! On a vu au pouvoir la droite avec Sarkozy, la gauche avec Hollande, et maintenant Macron... Et nous en sommes au même point : des milliers de femmes et d'hommes sont toujours condamnés à dormir dans la rue. Des millions de familles sont rackettées par des marchands de sommeil, ou forcées de vivre dans des

logements insalubres ou tellement petits que la vie y est impossible. Et les prix ne cessent de monter. [...] »

Eh bien, il faut un parti qui place le droit de se loger pour les travailleurs, pour les exploités et pour les plus pauvres, au-dessus du droit de propriété et du marché. Il faut un parti qui place le droit de se nourrir correctement, de se chauffer, de se soigner, de s'éduquer, au-dessus des lois du capitalisme. Un parti qui combatte le droit des riches, des possesseurs de capitaux, de dominer l'économie, en contestant la propriété privée des usines, des banques, des grandes entreprises, des chaînes commerciales.

Il revient aux travailleurs de construire ce parti, leur propre parti. Pas un parti de notables ou d'arriéristes qui voudraient vivre de la politique. Un parti d'ouvriers, d'employés, d'aides à domicile, d'agents de sécurité, d'infirmières... qui permette aux travailleurs de se rassembler et de défendre leurs intérêts là où ils travaillent, là où ils vivent. Un parti qui rassemble ceux qui refusent la condition d'exploité et veulent changer la société :

un parti ouvrier révolutionnaire. [...] »

### Notre rattachement au courant communiste du mouvement ouvrier et à Marx

Le fossé entre riches et pauvres ? Aujourd'hui il dépasse l'entendement ! 1 %, les ultra-riches, possèdent deux fois plus que 90 % de la population sur la planète. Aujourd'hui aux États-Unis, on a d'un côté un politicien comme Bloomberg, qui était prêt à déboursier un milliard en publicité de campagne électorale, et de l'autre des femmes et des hommes diabétiques qui ne peuvent plus payer l'insuline dont ils ont besoin et qui mettent leur vie en danger ! En France, dans le quartier de la Défense, des dizaines de milliards s'échangent tous les jours entre rois de la finance. Et le soir, sous la dalle, des centaines de SDF se cherchent un endroit pour dormir !

Et que vaut la vie des centaines de milliers de femmes et d'hommes piégés à Idlib en Syrie dans des conditions dramatiques ? [...] Et les milliers de migrants qui sont actuellement jetés contre les barbelés de l'Union européenne par Erdogan, pour

faire du chantage à l'Union européenne ? C'est infect bien sûr de la part d'Erdogan. Mais l'attitude de l'UE, qui installe ses barbelés et tire sur ceux qui tentent de les forcer, comme c'est le cas à la frontière grecque aujourd'hui, est dix fois, cent fois plus infecte ! [...] »

Maintenant, il nous reste huit jours de campagne. Eh bien, il faut continuer sur notre lancée. Il faut bien sûr faire connaître l'existence de nos listes, et par tous les moyens que vous trouverez bons : tractages, diffusion dans les boîtes aux lettres, messages sms, présence sur les marchés, devant les bureaux de poste... et surtout par la discussion. [...] »

Nous en sommes encore au stade de semer des graines. Nous en sommes encore tout simplement à propager la conscience de classe. Mais ce sont des graines précieuses, parce que ce sont les seules qui peuvent faire pousser une autre société, une société vraiment humaine, parce que débarrassée de l'exploitation de l'homme par l'homme !

Alors vive le communisme, vive le parti ouvrier révolutionnaire ! »

## Réunions publiques

### Montreuil

12 mars à 19 h 30  
Salle Franklin

### Saint-Ouen

12 mars à 18 h 30  
Salle des Marronniers

### Aubervilliers

12 mars à 18 h 30  
École Jean-Macé

### Paris 10 et 11<sup>e</sup>

12 mars à 18 h 30  
École élémentaire  
109, avenue Parmentier

### Sedan

13 mars à 19 h 30  
Salle du centre social  
Le Lac

### Rouen

13 mars à 19 heures  
Salle Ostermayer

### Château-Thierry

13 mars à 18 heures  
8, rue du Château

### Chartres

13 mars à 18 heures  
Maison pour tous  
de la Madeleine

### Flers

13 mars à 18 h 30  
Forum

### Rives d'Andaine

13 mars à 18 heures  
Maison des associations

### Libourne

13 mars à 18 h 30  
Bourse du travail

### Angoulême

13 mars à 18 h 30  
MJC Rives-de-Charente

### Rochefort

13 mars à 20 heures  
Palais des Congrès

### Colomiers

13 mars à 20 heures  
Salle place du Cantal

### Auterive

13 mars à 20 heures  
Salle du Belvédère

### Massy

13 mars à 19 heures  
Maison de la formation  
et de l'emploi

### Ste-Geneviève-des-Bois

13 mars à 19 heures  
Salle de la Châtaigneraie

### Vigneux-sur-Seine

13 mars à 19 heures  
Salle Ambroise-Croizat

## À propos des bulletins de vote

Outre la circulaire, un bulletin de vote est envoyé aux électeurs dans l'enveloppe de propagande adressée à leur domicile. La seule exception est celle des communes où le vote

est électronique. Des bulletins seront également disponibles dans les bureaux de vote, à hauteur de 50% des inscrits.

Si, dans des communes où nous présentons une

liste, des électeurs ne trouvent pas notre bulletin dans l'enveloppe de propagande ou, plus grave encore, dans le bureau de vote à l'ouverture du scrutin le 15 mars, nous

les remercions de nous en alerter au plus vite par mail ou par téléphone.

Mail : [contact@lutte-ouvriere.org](mailto:contact@lutte-ouvriere.org)  
Tél. : 01 48 10 86 20

Lutte ouvrière



# Saint-Denis – Francs-Moisins : logements en voie de démolition, locataires abandonnés



Depuis plusieurs années, la mairie de Saint-Denis a le projet de détruire des bâtiments HLM de la cité des Francs-Moisins, qui rassemble 9 000 personnes et 1 800 logements. 477 démolitions d'appartements sont prévues ainsi que 591 nouvelles constructions, dont 80% en accession à la propriété, ce qui ferait tomber la part de logements sociaux de 100% à 83% sur l'ensemble de cette cité.

Deux bailleurs, l'un privé, Logirep, l'autre public, Plaine-Commune-Habitat, dont le maire est le président, se partagent la transformation de la cité.

Les locataires des bâtiments B1, B2, B4, B7 restent

toujours dans l'expectative sur les conditions de relogement. Ceux relevant du bailleur privé Logirep ont reçu un courrier affirmant qu'ils seraient relogés, mais ni date ni lieu ne sont précisés. Il y est indiqué que seraient

relogés ceux qui ont entamé les démarches de régularisation du paiement du loyer. Étant donné que plus de 53% des habitants vivent en dessous du seuil de pauvreté, cela veut dire des difficultés et beaucoup d'anxiété.

Un collectif des habitants des Francs-Moisins et du Conseil des citoyens a invité les représentants de la mairie et de Logirep à répondre aux questions d'une centaine d'habitants, présents lors d'une réunion jeudi 5 mars à la médiathèque du

quartier. Interpellant l'élu et le représentant de Logirep, les locataires inquiets ont exprimé leur manque de confiance face aux garanties de relogement qui leur sont données. L'un d'eux a dénoncé l'hypocrisie de telles déclarations, révélant des expulsions locatives en cours, l'absence de réparations et d'entretien des parties communes des bâtiments. Cela a obligé l'élu chargé de la démolition des logements à reconnaître les faits. Les habitants ont bien le sentiment que leur sort au final n'est le souci prioritaire ni du représentant de la mairie ni de Logirep, et ils l'ont fait savoir.

C'est que le choix de la mairie s'inscrit dans le cadre d'une politique générale du logement de l'État. Avec les gouvernements de gauche des années 1980-90, la démolition et la vente de logements sociaux ont fait partie des projets de rénovation urbaine. Mais ceux-ci camouflent souvent la volonté de changer la population,

en repoussant plus loin les habitants les plus pauvres et les classes populaires.

Les premières grandes démolitions datent des années 1980 avec celle notamment de la barre Debussy à La Courneuve en 1986, où 360 logements ont été détruits. De 2004 à 2014, selon les chiffres fournis par l'Anru (Agence nationale pour la rénovation urbaine), 151 500 démolitions ont été réalisées. Dans une circulaire datée du 22 octobre 1998, il était stipulé : « La démolition peut être nécessaire, pour permettre la mise en œuvre de projets urbains et sociaux de qualité. » Et il est bien peu probable que ceux dont l'appartement a été démoli aient eu droit en retour à un logement de qualité.

Les subventions de l'État risquent ainsi, à Saint-Denis et ailleurs, d'être une aide, non à l'amélioration, mais à la démolition du logement social.

Correspondant LO

## France-Antilles : dans l'escarcelle de Xavier Niel

Le 30 janvier, l'entreprise France-Antilles a été placée en liquidation judiciaire. Elle éditait depuis soixante ans le quotidien du même nom en Martinique et en Guadeloupe, ainsi que France-Guyane.

Le 10 mars, le tribunal de commerce de Fort-de-France a finalement accepté le plan de reprise de Xavier Niel, propriétaire de Free et actionnaire du journal *Le Monde* et de *Nice-Matin*, alors que les rotatives de France-Antilles étaient à l'arrêt depuis un mois.

Mais le milliardaire n'a proposé de reprendre que 126 salariés sur 235, soit à peine plus d'un sur deux. Il a pourtant bénéficié d'aides de l'État pour racheter à

bas prix les dépouilles du dernier vestige du groupe Hersant.

La création de ce quotidien, en 1964, avait été une décision politique de la puissance coloniale. Dans le climat de contestation des années 1960, de Gaulle avait choisi pour diriger ce journal un homme d'extrême droite, Robert Hersant, dirigeant d'un groupuscule nazi sous l'Occupation et condamné en 1947 à dix ans d'indignité nationale pour

collaboration avec l'Allemagne de Hitler. Il devint un notable de gauche, avant de repasser à droite, et ses multiples complicités lui permirent de construire un empire de presse, rachetant de nombreux titres comme *Nord-Matin* et *Le Figaro* dans les années 1970.

Avant de devenir un journal bourgeois classique, France Antilles fut pendant des décennies, suivant l'expression des militants antillais de Combat ouvrier, « un torchon colonialiste », surnommé « *Fwans Manti* » par la population. Mais l'été dernier la petite-fille de Robert Hersant, Aude Jacques-Ruettard, a choisi de placer sa

fortune ailleurs.

Les tractations avec l'Élysée qui ont incité Xavier Niel, 16<sup>e</sup> fortune française d'après le classement du magazine *Challenge*, à racheter le titre ne sont pas publiques. Mais la liberté de

la presse, dans cette société, n'est que la liberté des capitalistes de faire main basse sur les moyens d'information, quitte à se débarrasser d'un certain nombre de leurs travailleurs.

Christian Bernac



## Incendie du Puy-en-Velay : gilets jaunes sanctionnés

Quatre hommes, accusés d'avoir participé le 1<sup>er</sup> décembre 2018 à l'incendie de la préfecture du Puy-en-Velay, en Haute-Loire, ont été condamnés le 9 mars à des peines allant de six mois à trois ans de prison ferme.

Sur les quatre, un seul s'est vraiment revendiqué du mouvement des gilets jaunes et a reconnu sa participation à la manifestation, les autres semblent avoir été pris au hasard parmi les présents.

Ce jour-là, le troisième

samedi de mobilisation des gilets jaunes, la colère était montée d'un cran parmi les manifestants, qui n'avaient reçu aucune réponse du gouvernement à leurs revendications. Il n'est pas surprenant alors que certains s'en soient

pris à des voitures, du mobilier urbain ou des bâtiments, surtout à Paris mais aussi dans plusieurs villes de province, dont Le Puy-en-Velay, mettant la police en difficulté. Pour seule réponse à la colère des gilets jaunes, celle-ci a manié la matraque à tour de bras et lancé des grenades de défense, faisant plus de 200 blessés. Elle a ensuite arrêté le maximum de personnes.

C'est dans ce contexte, celui d'un large mouvement social, qu'a eu lieu l'incendie de la préfecture du Puy-en-Velay. Mais, apparemment, la justice n'en a pas tenu compte et a jugé les faits comme s'ils avaient été isolés et seulement le fait d'une violence gratuite.

Alors que l'incendie n'avait heureusement blessé personne, le jugement rendu par le tribunal

correctionnel est particulièrement dur, surtout si on le compare avec la mansuétude dont fait preuve la justice vis-à-vis de policiers ayant grièvement blessé des manifestants. Mais il est partie prenante de la politique du pouvoir, qui est de durcir la répression de l'État contre ceux qui osent contester ce gouvernement des riches.

Marianne Lamiral



## Italie : la maladie du système de santé

Depuis le mardi 10 mars, des mesures de confinement s'appliquent dans toute l'Italie. En un développement explosif, l'épidémie avait d'ores et déjà contaminé le 10 mars plus de 10 000 personnes et provoqué 631 décès.

La logique des mesures annoncées par le Premier ministre Giuseppe Conte le 9 mars, est de « rester à la maison », autrement dit de limiter au maximum les déplacements, pour tenter d'enrayer l'extension de l'épidémie. Pour se déplacer, il faudra le justifier par des impératifs professionnels ou de santé.

Une bonne partie de l'activité sociale et économique du pays est donc suspendue, au moins jusqu'au 3 avril. Tous les établissements scolaires, tous les équipements sportifs et culturels sont fermés. Des restrictions sur les horaires d'ouverture des bars et des restaurants, ainsi que des

supermarchés et boutiques, sont également appliqués. Tous les offices religieux sont annulés et les sacrements reportés. Même le sacrosaint football a dû s'incliner et reporter tous les matches, dont ceux de la série A, le championnat national italien.

Avec des accents d'union nationale en temps de guerre, le gouvernement en appelle à la responsabilité individuelle pour que chacun applique les mesures de son décret, et menace d'amendes et de sanctions ceux qui les enfreignent sans motif valable. En fait, chacun continuera de se déplacer pour aller au travail, quelles que soient les difficultés

entraînées, par exemple pour garder les enfants dont les écoles sont fermées.

Conte clame que tous les Italiens sont égaux devant la menace du virus et doivent donc s'unir dans un même élan pour le combattre. Mais cette situation d'urgence souligne les inégalités de la société. À l'annonce des interdictions de visite, des mutineries ont explosé dans plusieurs prisons, dont les détenus dénoncent les conditions de surpopulation, et donc les risques de contamination auxquels ils restent exposés. Les associations caritatives soulignent de leur côté que les mesures d'hygiène élémentaires pour éviter la contagion sont difficiles ou impossibles à mettre en place pour les plus pauvres, à commencer par les personnes sans domicile.

Quant au système sanitaire, dont les politiciens de tout bord vantent l'excellence, il menace de craquer. Après des années de budgets d'austérité et de coupes des effectifs dans les hôpitaux jugés « gouffres financiers », les structures hospitalières des régions du nord, comme la Lombardie, une des mieux dotées, mais aussi une de celles dont la privatisation du système de santé a été la plus engagée, sont au bord de l'asphyxie. Et dans le sud du pays, délaissé par les pouvoirs publics et moins riche



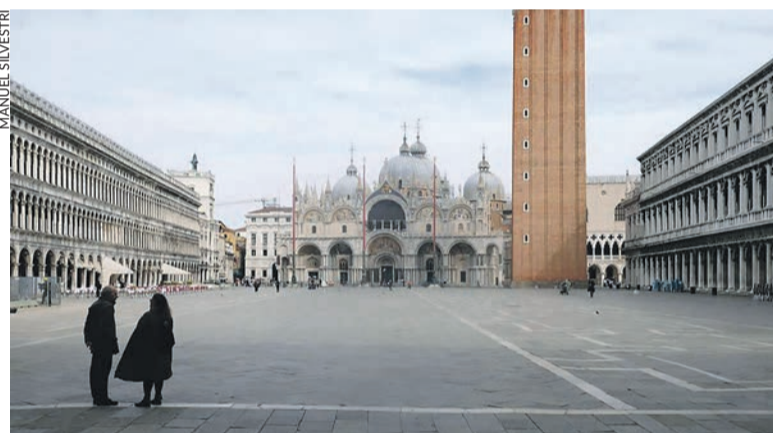
À Casalpusterleno, en banlieue milanaise.

que les régions du nord actuellement les plus touchées par l'épidémie, il serait encore plus difficile pour le personnel hospitalier de faire face à une éventuelle propagation du virus. Les mesures du gouvernement visent à empêcher l'extension de l'épidémie au Sud, mais elles pourraient bien arriver trop tard.

Les décrets autorisent l'embauche de 20 000 soignants supplémentaires, en contrats à durée déterminée, et le dépassement du nombre d'heures supplémentaires, en promettant de les payer 50% de plus. « Nous serons bien contents de voir arriver des bras supplémentaires, mais nous souffrons aussi d'une pénurie de lits et de matériel, que nous dénonçons depuis des années », faisait remarquer une infirmière d'un hôpital d'Émilie-Romagne. Les déclarations officielles ne manquent jamais de rendre hommage à l'esprit de sacrifice et au dévouement

du personnel médical, appelé à se dépenser sans compter. Cependant, le manque de matériel adapté au traitement de la maladie devient déjà dramatique en particulier pour l'aide respiratoire, au point que des médecins ont déjà parlé de faire des choix... entre les malades pouvant encore être soignés et ceux, plus âgés par exemple, ne laissant plus guère d'espoir. Ainsi, soulignait la même infirmière, « quand il faudra décider de qui pourra bénéficier d'un appareil d'assistance respiratoire et qui non, c'est nous qui devons assumer ces choix, pas ceux qui nous ont expliqué depuis des années qu'il fallait se résigner à s'en passer ! ». L'épidémie de coronavirus met au grand jour les insuffisances d'un système de santé sacrifié depuis des années à des impératifs budgétaires et financiers.

Nadia Cantale



Place Saint-Marc, à Venise, le 9 mars.

## Liban : la population face au diktat des banques

Samedi 7 mars, le Premier ministre du Liban Hassan Diab a annoncé la suspension du paiement de sa dette envers les banques. Il a ainsi ouvert la voie à des négociations avec les bailleurs et le FMI pour une restructuration de la dette du pays, devenue une des plus élevées dans le monde, avec 170% du PIB.

Cette décision survient après plusieurs mois de dégradation de la situation financière et économique aux dépens de la population.

La dette, accumulée depuis la fin de la guerre civile de 1975-1990, avait permis en premier lieu d'enrichir les organismes prêteurs grâce à des taux d'intérêt allant jusqu'à 6 voire 7%. L'argent avait aussi fini dans les poches de la clique politique corrompue qui gouverne le pays depuis trente ans. Grâce à des montages financiers mis en place avec le consentement des banques et aussi des organismes financiers internationaux, le Liban avait réussi à continuer à attirer les capitaux, malgré la constante progression du

niveau de sa dette.

Mais, avec l'approfondissement de la crise économique mondiale, les capitaux en dollars ont cessé progressivement d'affluer, au point de faire planer depuis quelques mois le risque de manque de liquidités. En octobre 2019, le Premier ministre d'alors Hariri avait annoncé, avec l'accord affiché ou tacite des autres groupes politiques du gouvernement, la mise en place d'une série de nouvelles taxes touchant la population. Ces annonces avaient déclenché une vague de protestation sans précédent dans le pays, conduisant à la démission du gouvernement Hariri.

La formation du nouveau gouvernement présidé par



« Nous refusons de payer vos dettes », au Liban, en février.

Diab n'a pas fait taire les protestations, d'autant plus que les banques ont mis en place une politique de rétention des dollars limitant les retraits d'argent des petits épargnants. En même temps, continuait la fuite vers l'étranger des capitaux détenus par les plus riches et par les politiciens, atteignant selon certaines sources plus de 2 milliards de dollars depuis septembre 2019. Pendant ce temps, les travailleurs devaient payer la

note, par le biais de l'inflation découlant de la dévaluation de la livre libanaise ainsi que des baisses de salaire et des licenciements.

Les manifestants ont continué à réclamer la récupération de l'argent volé, et en parallèle de voir « dégager » toute la clique politique corrompue.

L'annonce de Diab signifie que les montages financiers ne suffiront plus à honorer les échéances de la

dette, et qu'il se dit prêt à mettre en place la politique d'austérité voulue par le FMI et les États européens. Il n'est pas dit que la population, dont une partie continue à manifester et à protester depuis des mois devant les banques, accepte de payer. La revendication de récupérer l'argent volé et de faire payer ceux qui se sont enrichis sur son dos devient un impératif de survie.

Marwan Karim



## Amérique latine : la forte mobilisation du 8 mars

**En Amérique latine, la journée du 8 mars a été marquée par d'importantes manifestations des femmes pour défendre leurs droits et en conquérir de nouveaux, notamment l'avortement libre et gratuit, inexistant ou très réduit dans plusieurs pays. Sur ce plan, les femmes se heurtent à la résistance de l'Église catholique et des sectes évangélistes, qui font front commun.**

Les manifestations étaient d'autant plus importantes cette année qu'elles relayaient les manifestations qui ont marqué plusieurs pays ces derniers mois.

Au Mexique, une société particulièrement meurtrière depuis des années, les femmes avaient manifesté il y a peu contre les

féminicides. Les rues de Mexico se sont donc remplies à nouveau de centaines de milliers de femmes bien décidées à ne plus être les victimes ni de leur compagnon, ni de la terreur que font régner les narcotrafiquants ou la police. Elles ont également dénoncé le travail précaire, les licenciements

et les politiques d'austérité. Les féministes appelaient également à la grève contre les féminicides le lundi 9.

Au Chili, ce sont des centaines de milliers de femmes qui ont envahi les rues de Santiago, prolongeant les manifestations qui ont marqué le pays ces derniers mois et que la forte répression menée par le gouvernement Pinnera n'a pas réussi à faire taire. Outre leurs revendications de femmes, elles exprimaient encore une fois leur espoir que ce président abandonne le pouvoir auquel il se cramponne.

En Argentine, les femmes ont manifesté deux jours, les dimanche 8 et lundi 9, pour la journée internationale mais aussi parce que l'ordre du jour des travaux du Parlement comporte un projet de loi pour l'avortement concocté par le président péroniste récemment élu, Alberto Fernandez. Elles ont été des centaines de milliers dans les rues de la capitale Buenos Aires, mais aussi dans d'autres villes du pays, tandis que l'Église catholique organisait une grand-messe contre le droit des femmes, soutenue dans ce combat réactionnaire par les évangélistes.

Des manifestations ont

également eu lieu au Brésil, dénonçant également la part belle faite à l'extrême droite par le gouvernement de Bolsonaro. On a aussi manifesté en Bolivie, en Colombie, au Costa Rica, au Venezuela. Les femmes d'Amérique latine, comme bien d'autres dans le monde, ne veulent plus dépendre de leur père, de leur mari ou de curés de toutes obédiences, mais elles se dressent aussi contre les politiques d'austérité qui, partout dans le monde, privent les classes populaires de véritable droit à l'éducation, à la santé ou au logement.

**Jacques Fontenoy**



Le 8 mars au Mexique.

## Ukraine : la démographie s'effondre, comme le reste

**Qu'un pays perde plus du quart de sa population en trente ans n'est pas commun. C'est pourtant ce qui arrive à l'Ukraine, selon de récentes données fournies par son gouvernement.**

Le pays ne compte plus que 37,3 millions d'habitants, soit 15 millions de moins qu'en 1991, lors de l'éclatement de l'URSS, quand des publicités qui se voulaient rassurantes proclamaient : « Non, tu n'es pas seul, nous sommes 52 millions ! »

Le chiffre actuel ne comptabilise pas les deux millions d'habitants de la Crimée ni les trois millions du Donbass, ces régions échappant au contrôle de Kiev depuis 2014. Mais, même sans cela, on constate que la population ukrainienne a fondu. Cela est dû au violent effondrement de son niveau de vie qui a résulté de la disparition de l'Union soviétique et du pillage du pays par les bureaucrates-mafieux, puis d'un chômage de masse car,

l'industrie ayant été ravagée, des millions d'Ukrainiens ont émigré pour survivre. Cela a profité à la Pologne et à la Russie, mais aussi à l'Europe de l'Ouest où beaucoup se sont installés. Quant aux adultes restés sur place, l'avenir leur semble si mal assuré qu'ils font peu d'enfants. Au point que cela n'assure même pas le renouvellement des générations, tandis que le taux de mortalité a crû avec la disparition de la médecine gratuite et avec la pauvreté qui frappe plus du quart de la population.

Zelensky, le président ukrainien, l'a reconnu début mars en présentant son nouveau gouvernement. À cette occasion, il a déclaré que près de dix millions d'Ukrainiens vivaient en dessous

du seuil officiel de pauvreté, déjà misérable, en laissant entendre que le gouvernement nommé par lui voici six mois, et qu'il vient de limer dans sa presque-totalité, en portait la responsabilité, comme celle du marasme économique et de la corruption qui gangrène l'appareil étatique, ce que la population paie au prix fort. Car, si Zelensky s'est fait élire mi-2019 en se présentant comme quelqu'un de neuf et d'honnête qui allait « casser le système », il n'en a rien été. La seule chose qui a changé est le visage du président... et sa cote de popularité. Elle s'est effondrée en neuf mois. Et il est peu probable qu'elle se redresse, car la situation des classes laborieuses continue de se détériorer tant à la ville qu'à la campagne.

En effet, à peine élu, Zelensky a décidé de supprimer le peu qu'il restait

de protection des travailleurs dans le Code du travail hérité de l'époque soviétique, ce qui provoque ici ou là des protestations, des grèves, des manifestations. Il a aussi fait passer une loi – réclamée à cor et à cri par les grandes puissances d'Europe et d'Amérique du Nord – qui autorise la vente de la terre aux étrangers. Cela concerne au premier chef les très fertiles « terres noires », où des sociétés céréalières occidentales, qui pour l'heure ne sont que locataires de la terre, auront désormais les mains plus libres pour surexploiter la main-d'œuvre agricole locale et pour « rationaliser » les cultures, en clair : pour supprimer des emplois.

Les mêmes causes sociales produisant les mêmes effets, la Moldavie, une petite ex-république soviétique située au sud-ouest de

l'Ukraine, a perdu près de la moitié de sa population en trente ans. Ce phénomène frappe aussi la Bulgarie, la Roumanie, les pays Baltes, et même la Russie dont la population a fortement reculé depuis 1991, malgré l'afflux de millions de russophones qui vivaient ailleurs en URSS, puis d'un grand nombre de migrants originaires de l'ex-URSS.

Selon les projections de l'ONU, les dix pays au monde qui vont perdre le plus de population d'ici 2030 sont tous situés dans l'est et le centre de l'Europe. C'est une des nombreuses façons qu'ils ont de payer la disparition de l'URSS et, pour la plupart, leur retour dans le giron de l'impérialisme – ce qu'il y a trente ans les tenants du capitalisme présentaient à ces peuples comme la promesse d'un avenir radieux!

**Pierre Laffitte**



# Allemagne, mars 1920: la classe ouvrière défait le putsch de Kapp

Le 13 mars 1920, 6 000 membres de corps francs marchaient sur Berlin, occupaient les ministères et, tandis que le gouvernement socialiste et le Parlement fuyaient à Dresde, ils proclamaient un nouveau gouvernement, présidé par un politicien d'extrême droite, Wolfgang Kapp.

Un peu plus d'un an auparavant, en novembre 1918, la révolution avait renversé l'empereur et accéléré la fin de la Première Guerre mondiale. À l'instar des soviets en Russie, l'Allemagne s'était couverte de conseils ouvriers qui, de fait, contrôlaient un grand nombre de localités. En accord avec l'état-major militaire, les dirigeants du Parti social-démocrate (SPD) avaient formé un gouvernement ayant pour principal objectif de rétablir l'ordre bourgeois. Bénéficiant d'une implantation de longue date dans la classe ouvrière, de son histoire de parti combattant pour le socialisme et de bien des militants sincères, le SPD avait gagné la majorité dans de nombreux conseils ouvriers. Mais il avait alors tout fait pour leur enlever leurs pouvoirs. De son côté, le gouvernement mettait sur pied des troupes paramilitaires, les corps francs, pour écraser la révolution dans le sang. À partir de janvier 1919, ceux-ci s'en étaient pris, ville par ville, au prolétariat révolutionnaire, assassinant ses cadres et ses dirigeants, à commencer par Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, les plus connus et expérimentés.

Le Parti communiste (KPD) que ceux-ci venaient de fonder fut ainsi décapité dès sa naissance. La classe ouvrière subissant défaite sur défaite, la bourgeoisie allemande pouvait estimer, après un an de massacres, que l'incendie était éteint. Elle avait toléré les ministres socialistes tant qu'ils lui étaient utiles contre la

révolution. Mais les succès de la réaction incitaient à les pousser vers la sortie. Les troupes recrutées, organisées et entraînées sous l'autorité des ministres socialistes, allaient se retourner contre eux.

## Grève générale face au putsch

Une partie des dirigeants socialistes, s'ils acceptaient de collaborer avec les généraux contre la révolution, refusèrent de s'incliner devant un putsch qui menaçait l'existence même de leur parti, sinon leur propre vie.

Un des responsables socialistes les plus à droite, le dirigeant syndical Karl Legien, le même qui, dans une polémique avec Rosa Luxemburg quinze ans plus tôt, déclarait « *la grève générale, absurdité générale* », prit l'initiative d'organiser la résistance et appela le prolétariat à cesser le travail. La grève démarra le jour même du putsch. En 24 heures, tout s'arrêta : il n'y eut plus ni train, ni électricité, ni gaz. Kapp menaça de fusiller les grévistes. En vain. Le lendemain, la grève s'étendit à tout le pays. Les employés de la poste, des tribunaux, des prisons rejoignirent le mouvement. Le nouveau pouvoir fut paralysé.

Pire : en voulant écraser définitivement ce qui restait de la révolution, le coup d'État l'avait réveillée. Dans la Ruhr, les conseils ouvriers prirent le pouvoir dans plusieurs villes, n'hésitant pas à combattre, les armes à la main, les troupes favorables au putsch. Ces insurrections aboutirent à la formation d'une Armée rouge de la



Manifestation contre Kapp.

Ruhr. Elle ressemblait plus à un assemblage de groupes locaux qu'à un corps centralisé, mais c'était une armée prolétarienne, composée à partir des usines, des sections syndicales et des partis ouvriers, forte de 50 000 hommes et disposant d'armement moderne, et même d'artillerie prise aux troupes régulières qu'elle avait fait reculer en plusieurs endroits.

La peur avait changé de camp : devant la tournure des événements, une partie de l'armée choisit de rester fidèle au gouvernement légal, tandis que les députés bourgeois rendaient les putschistes responsables du risque d'embrasement révolutionnaire. Acculé, isolé dans son propre camp, Kapp démissionna au bout de trois jours et s'enfuit à l'étranger.

La mobilisation de la classe ouvrière avait donc évité l'écrasement définitif de la révolution. Mieux : la situation nouvelle ainsi créée lui était bien plus favorable. Dans des circonstances proches, en septembre 1917 en Russie, les bolcheviks avaient organisé la résistance au putsch contre-révolutionnaire du général Kornilov. Cela avait non seulement évité l'écrasement de la révolution, mais aussi montré concrètement qu'eux seuls pouvaient la sauver et que, pour se protéger définitivement de la réaction, la classe ouvrière devait prendre le pouvoir.

C'est dans ces mêmes termes que se posait le problème pour la classe ouvrière d'Allemagne, à l'issue du putsch manqué de Kapp. Mais aucun des partis qui la dirigeaient ne se comporta alors en direction révolutionnaire et ne proposa de

perspectives aux dizaines de milliers d'ouvriers mobilisés. Le SPD se plaçait ouvertement dans le camp de la bourgeoisie et avait les mains couvertes du sang des ouvriers révolutionnaires. Le Parti social-démocrate indépendant (USPD), né en 1917 d'une scission du SPD, restait, malgré ses milliers de militants combattifs, un parti réformiste, dont la perspective se résumait à un accord avec le SPD. Quant au KPD, très faible, privé de ses dirigeants les plus compétents, il hésitait et refusa même l'appel à la grève générale contre Kapp, au prétexte qu'il émanait de dirigeants socialistes. Au moment où des dizaines de milliers de travailleurs sociaux-démocrates se mobilisaient, souvent prêts à aller plus loin que leurs chefs, il se trouvait incapable de les attirer et de leur proposer une politique.

## Le gouvernement socialiste contre le prolétariat

L'initiative resta donc au gouvernement socialiste, sauvé par la mobilisation ouvrière, mais prêt à tout pour la faire cesser. Il lanterna les travailleurs, entraînant dans d'interminables négociations l'USPD, le KPD et les syndicats, en vue de la constitution d'un gouvernement de coalition, prétendument bien plus à gauche, mais qui ne vit jamais le jour. La grève, laissée à elle-même, finit par s'étioler.

Dans la Ruhr, le gouvernement gagna du temps, chercha à diviser les forces révolutionnaires, entama des pourparlers... avant d'envoyer à l'assaut de la

région la brigade Erhardt, le même tristement célèbre corps franc qui avait investi Berlin et porté Kapp au pouvoir quelques semaines plus tôt. Il allait écraser les travailleurs mobilisés, faisant des dizaines de morts, les exécutions sommaires succédant aux massacres dans les quartiers ouvriers.

À l'inverse, on n'exécuta aucun des participants à la tentative de coup d'État. Aucune des 540 procédures lancées contre les putschistes n'aboutit. Les principaux conspirateurs, réfugiés à l'étranger, purent revenir en Allemagne un ou deux ans plus tard, sans que la justice les inquiète. Kapp lui-même mourut de maladie en Allemagne en 1922. Et non seulement le gouvernement socialiste laissa en place les officiers et l'appareil militaire sur lequel il s'appuyait depuis 1918, mais il ne limogea pas les putschistes. Il nomma même chef de l'armée le général désigné à ce poste par Kapp lui-même!

Si la classe ouvrière avait de nouveau montré sa force et fait reculer la réaction, la tentative de coup d'État soulignait encore une fois que, sans direction, c'est-à-dire sans un parti révolutionnaire qualifié, elle ne pouvait l'emporter et parvenir au pouvoir : l'ordre de la bourgeoisie, de ses généraux et de ses troupes de choc resta donc en place, à peine couvert par un paravent socialiste. Le reflux ouvrier, malgré un ultime soubresaut trois ans plus tard, allait ouvrir la voie aux nazis, qui parvinrent à la tête de l'Allemagne à peine dix ans plus tard.

Jacques Le Gall



Des membres des corps francs.



# Coronavirus : grippe capitaliste sur les systèmes de santé

**L'épidémie de coronavirus se répand dans le monde. Partout, les gouvernements prennent des mesures de plus en plus drastiques, qui entraînent des pertes importantes y compris pour le patronat.**

En fait, il semble bien que les États dans le monde ne réagissent que quand le virus est là et devant l'importance des dégâts qu'il cause. Les autorités chinoises ont la circonstance atténuante d'avoir été surprises par ce virus, qui serait apparu mi-novembre à Wuhan. Dans les premières semaines, le système de santé s'est effondré devant l'afflux des malades graves et la contamination d'une grande partie du personnel soignant. De nombreux patients sont probablement décédés d'autres maladies, dans un contexte où les soins habituels se sont

interrompus. L'État a réagi à sa manière, de façon centralisée, autoritaire, mais sans doute finalement efficace, en bloquant l'activité industrielle et la circulation humaine dans une grande partie de la Chine.

La plupart des dirigeants occidentaux ont affirmé que les systèmes de santé de leurs pays étaient parmi les meilleurs et pourraient combattre efficacement le virus. Celui-ci est peut-être en train de démontrer le contraire. Le gouvernement italien n'a pris des mesures énergiques qu'en retard sur la propagation de l'épidémie, alors que la

saturation des hôpitaux se faisait sentir, et en particulier le manque de places en soins intensifs et le manque de matériel de réanimation.

À entendre les représentants gouvernementaux, la France serait mieux préparée et aurait le meilleur système de santé du monde. Pourtant, ces derniers mois, il n'était question que des déserts médicaux et d'un système hospitalier « à l'os », à cause de décennies d'économies. Alors, en France comme ailleurs, dans les semaines à venir les cas graves dus au coronavirus risquent d'affluer dans des hôpitaux où il n'y aura pas assez de place en Réanimation. Les médecins vont choisir ceux qu'ils vont soigner en fonction de leur espérance de

vie ou, pire, de leur portefeuille, et les autres risquent de mourir dans leur maison de retraite ou sur un brancard aux Urgences.

Le virus Covid-19 est peut-être comparable à celui de la grippe, mais en un peu plus dangereux, et sans qu'il existe un vaccin. Cela risque bien de suffire à déstabiliser le système de santé, ce qui signifie qu'une partie des soins usuels se feront mal ou ne se feront plus.

Paradoxalement, ce virus fera peut-être moins de dégâts dans les pays pauvres, ou plutôt moins de dégâts supplémentaires, car les malades n'y sont de toute façon quasiment pas soignés en temps normal et l'espérance de vie y est

beaucoup plus faible. Cela revient à dire qu'une partie de la population des pays les plus riches pourrait revenir pendant quelque temps au niveau de soins qui est celui de bien des pays pauvres. Cela souligne, dans les deux cas, combien les progrès de la médecine sont distribués avec parcimonie dans les systèmes de santé, les rendant incapables de garantir vraiment l'état sanitaire des populations.

L'état du monde est révoltant. Virus et maladie sont mieux connus qu'à aucune autre époque de l'histoire, mais le système économique et politique est un frein qui empêche de tirer parti des connaissances au mieux pour toute l'humanité.

**Jean Pollus**

## Pénicaud, au service du patronat

Mardi 3 mars, après qu'une salariée de la RATP a été infectée par le coronavirus, des travailleurs de la régie parisienne faisaient valoir leur droit de retrait. À juste titre, ils s'estimaient en danger de contamination, puisqu'en contact avec le public mais sans aucune solution hydroalcoolique ni autre moyen de désinfection.

Trois jours plus tard sur Europe 1, la ministre

du Travail Muriel Pénicaud s'exclamait : « Si la RATP s'arrête parce qu'il y a un agent contaminé, on n'est pas dans le respect du droit de retrait. Un droit de retrait n'est jamais collectif. C'est individuel, s'il y a un danger grave ou imminent pour votre vie ou votre santé. Il y a très peu de situations de travail de ce type-là. » Et d'ajouter avec condescendance : « Il ne faut pas paniquer ».

Selon *Les Échos*, on considère au ministère du Travail que, du moment qu'un employeur respecte les consignes données par les pouvoirs publics, le droit de retrait ne peut pas s'appliquer. Pour le ministre comme pour les patrons, l'essentiel est que les salariés soient au travail et n'aillent pas invoquer n'importe quelle raison, par exemple protéger leur santé.

**Sophie Gargan**



Dans une pharmacie de Nice, le 4 mars.

## La médecine à la peine

**Avec le développement de l'épidémie, le rôle des médecins généralistes va devenir encore plus important, ne serait-ce que pour pallier l'incapacité des hôpitaux à accueillir tous les malades.**

Mais, vu la situation de la médecine de ville, on peut craindre le pire. Tout manque, les masques, les lunettes ou autres blouses de protection, si bien que les médecins et le personnel qui les assiste pourraient être au premier rang des victimes du virus. Quant aux patients, à qui on recommande déjà de ne pas aller aux Urgences et de voir leur généraliste, encore faut-il en avoir un... car près de 10% de la population n'a pas de médecin traitant et près d'un médecin sur deux ne prend pas de nouveaux patients.

Dans l'Oise par exemple, un des départements les plus touchés par l'épidémie, le journal *Le Parisien* parle de « la pire démographie

médicale de la région ». Cette situation, liée à la politique de sélection des étudiants en médecine en place depuis 1971 et appelée *numerus clausus*, a créé de telles difficultés que le gouvernement a décidé l'an dernier de l'assouplir. Mais il faudra encore attendre le temps de former ces nouveaux médecins pendant une dizaine d'années environ, soit bien après la fin de l'épidémie...

Le ministre de la Santé, Olivier Véran, se vante de favoriser la téléconsultation, qui permet au malade d'être examiné à distance sans venir au cabinet médical et sans prendre le risque d'être contaminé ou de transmettre le virus dans la salle d'attente. Il autorise même la téléconsultation

assurée par un autre médecin que celui du parcours de santé. Derrière l'effet d'annonce d'un ministre tout nouveau promu, mais déjà bien au fait de la communication gouvernementale, le vrai problème est que des médecins estiment d'ores et déjà ne pas pouvoir faire un diagnostic complet à distance, surtout pour des patients qui ne leur sont pas habituels. D'autres se disent bien incapables de

prendre de nouveaux malades, même à distance, et pour bien des patients, et pas seulement les plus âgés, utiliser des outils comme Internet avec usage d'une caméra relève de la gageure.

Des sociétés comme Doctolib n'en ont pas moins flairé la bonne affaire et proposé à tous les médecins la gratuité pour accéder à leurs services de téléconsultation, le temps de l'épidémie. Doctolib espère

que, parmi ses 115 000 médecins clients pour la prise de rendez-vous, beaucoup maintiendront leur adhésion, payante cette fois, à la téléconsultation.

Alors, on ne sait pas quel sera le bénéfice exact de la téléconsultation pour permettre de mieux contrôler la diffusion du virus mais, au moins pour Doctolib et d'autres, le bénéfice semble acquis.

**Cédric Duval**





# Haut-Rhin: le confinement et ses conséquences pour les travailleurs

**Vendredi 6 mars, suite à l'augmentation rapide du nombre de cas de coronavirus à Mulhouse, la préfecture a annoncé des mesures pour tenter d'enrayer la propagation de l'épidémie.**

Tous les établissements scolaires du département ont été fermés pour au moins quinze jours, comme les lieux publics (bibliothèques, musées, piscines...) à Mulhouse. Il est demandé à la population de restreindre sa vie sociale.

Ces mesures impliquent aussi que les malades ne sont plus testés au coronavirus, sauf dans les cas graves, et ne sont donc plus forcément repérés ni comptabilisés. Selon la presse, il y avait le 10 mars plusieurs centaines de cas dans le département.

Parmi les dispositions préfectorales, l'une vise à faciliter la garde des enfants: l'employeur a la possibilité de mettre directement en arrêt maladie l'un des parents, sans jour de carence. Si les administrations jouent le jeu, certains patrons privés sont plus réticents. Le personnel hospitalier, lui, n'a pas droit à

cette mesure, tant il est indispensable. Et, pour ceux travaillant de l'autre côté de la frontière, en Allemagne ou en Suisse, qui déjà sont regardés comme des dangers ambulants, le problème de faire garder les enfants reste entier.

Dans la population, la nouveauté de la situation, les injonctions contradictoires, les délais de réaction des autorités alimentent l'inquiétude et la méfiance. Par exemple, les employées accueillant les enfants dans le périscolaire et les Atsem (agents territoriaux en maternelle) ont sonné l'alarme dès jeudi 5 mars, ayant été en contact avec de nombreux enfants et avec des collègues malades. On leur a enjoint de continuer de travailler sans protection. Jusqu'à l'annonce soudaine, pour le lendemain soir, de la fermeture totale des écoles.

De nombreux travail-

leurs, dans la restauration, l'hôtellerie ou le nettoyage, se demandent pourquoi la règle de ne pas rester à plusieurs dans un lieu clos ne vaut pas pour eux, qui n'ont pas les moyens de respecter les règles de prudence préconisées. Un peu partout, la peur est aussi d'être porteur sain: avec l'absence de tests de dépistage, on peut craindre de contaminer sans le savoir des personnes de son entourage, qui peuvent être malades ou fragiles.

Enfin, pendant que ministres et responsables de l'ARS (Agence régionale de santé) répètent que l'hôpital va bien, tout le monde sait combien sa situation est catastrophique, et qu'il n'avait pas besoin de cela pour se trouver au bord de l'implosion. Seuls les malades graves sont hospitalisés; faute de place, les autres restent chez eux, avec les risques de propagation que cela comporte. À l'hôpital, ils sont éparpillés, pris en charge dans différents services, selon les lits



DAREK SZUSTER/LALSACE

Dans les rues de Mulhouse.

que le personnel a pu libérer. Pour les soignants, même un malade de ce type dans un service est une lourde charge, habillage et déshabillage devant se faire à chaque fois en prenant sur le temps consacré au reste.

Le plus révoltant est peut-être là: même dans

cette crise sanitaire, le gouvernement se mobilise pour aider les banques, les entreprises cotées en Bourse, alors que l'urgence évidente est d'injecter des moyens humains, financiers et matériels dans l'hôpital et la santé, au service de toute la population.

**Correspondant LO**

## PSA - Mulhouse: la santé des profits d'abord

**Dans les mesures annoncées par le préfet du Haut-Rhin, il y a aussi l'interdiction des rassemblements de plus de 50 personnes. Ces mesures valent... tant que cela ne gêne pas les affaires des capitalistes. Ainsi à l'usine PSA de Mulhouse, qui emploie 6 000 travailleurs, la production continue comme d'habitude.**

La direction a passé l'usine en niveau B, classification interne qui indique que des cas suspects sont recensés. Le nombre de travailleurs confinés chez eux, actuellement près de 50, augmente tous les jours, sans que l'on sache s'il y a un suivi. Elle a attendu une réunion CSE du 10 mars au

soir pour informer qu'un travailleur, en arrêt depuis huit jours, était atteint et hospitalisé en réanimation. Entre poste de travail, vestiaire, self, covoiturage, il a nécessairement côtoyé d'autres travailleurs mais la direction refuse de donner des réponses. Elle refuse même de dire qui est

concerné, ce qui empêche de prendre la moindre mesure pour protéger le personnel et pour tenter de faire barrage au virus.

Jusqu'au 10 mars, les consignes de la direction se bornaient à recommander de ne pas se serrer la main et de se laver les mains. Pour ce qui dépend d'elle par contre, à savoir augmenter les fréquences de nettoyage des sanitaires, des vestiaires et des autres locaux, et ajouter des effectifs pour toutes ces tâches, elle ne fait rien. Ainsi, dans un vestiaire du Montage où 220 travailleurs

se changent, les douches ne sont nettoyées que deux fois par mois, les éviers deux fois par semaine, et le vestiaire lui-même est désinfecté... une fois par an!

Les travailleurs qui sont en poste n'ont pas le temps d'aller se laver les mains régulièrement, le gel hydroalcoolique n'a toujours pas fait son apparition dans les ateliers, et le changement des gants de travail se fait encore une fois par semaine - économies obligent. Si la direction ne prend pas de mesures, c'est simplement pour ne pas dépenser d'argent. Elle ose dire ouvertement que ce qui compte d'abord, c'est la continuité de la production! En plus de mettre les ouvriers en danger, cela témoigne de son mépris social vis-à-vis d'eux.

Le mardi 10 au soir, elle a annoncé la fermeture des snacks et du restaurant central, demandé de ne plus passer par les vestiaires, mais d'arriver en bleu et de prendre sa température avant de venir.

Chaque jour qui passe, un peu plus de travailleurs se rendent compte que la direction ne prend aucune mesure sérieuse pour enrayer la propagation du virus. Ce qui intéresse le

patron au premier chef, c'est de continuer de recevoir des pièces qui viennent du monde entier pour la fabrication des véhicules, et que les ouvriers continuent de venir au travail.

Dans le département, la fermeture des écoles entraîne une mesure exceptionnelle: les parents qui n'ont pas de solution de garde sont mis en arrêt directement par leur employeur. Sauf que la direction de PSA se garde bien d'informer sur le sujet, et laisse les salariés s'organiser comme ils le peuvent pour venir travailler.

Cette attitude est choquante et irresponsable. Même pour imposer à la direction les mesures d'hygiène et de protection minimales, les travailleurs devront se battre. Il s'agit de défendre leur peau, au sens littéral du terme. La direction montre chaque jour que rien ne viendra d'en haut. Mercredi matin 11 mars, une dizaine de travailleurs se sont mis en droit de retrait. Effectivement, pour protéger leur santé, comme pour leurs emplois et leurs salaires, les travailleurs ne pourront compter que sur leur lutte.

**Correspondant LO**



MAXPPP



## AP-HP : Covid-19, les hôpitaux sur le fil du rasoir

Depuis la visite de Macron à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière le 27 février, les propos du médecin neurologue qui l'a interpellé ont marqué les esprits du personnel de tous les services.

En particulier, le docteur Salachas a comparé le dénuement budgétaire des hôpitaux aux sommes immédiatement débloquées pour restaurer Notre-Dame et a dit qu'aujourd'hui c'est l'hôpital qui flambe. Mais il a aussi répondu au «*Nous comptons sur vous*» de Macron par «*L'inverse reste à prouver*», rappelant que tous les pouvoirs politiques qui se sont succédé ont drastiquement réduit les moyens de l'hôpital public.

Il est évident que la capacité des hôpitaux de l'AP-HP à faire face à l'épidémie dépendra de son importance. Ainsi, en fin de semaine, il y a eu une pénurie de gel hydroalcoolique à la Pitié-Salpêtrière, et aux Urgences, dans la nuit du 8 mars, il manquait des masques. À l'hôpital Saint-Antoine, l'approvisionnement en gel est correct mais, dans la plupart des services, il faut courir pour trouver les masques en nombre suffisant. Ce ne sont d'ailleurs pas des masques FFP2, les seuls vraiment aptes à arrêter les virus, car ceux-là ont été mis sous clé. Le magasin a bien augmenté les commandes de masques de soin, mais il ne reçoit plus rien depuis que ce matériel a été réquisitionné. Si rien ne s'aggrave, les stocks peuvent tenir un mois, mais qui peut prévoir? La conséquence est que, dans les services, tout le monde se restreint pour ne pas se retrouver à manquer.

Les Réanimations, l'Hématologie et le service dédié au Covid-19 ont le matériel

nécessaire. Partout ailleurs, il faut demander et courir.

Ce service dédié au Covid-19 vient d'être ouvert en urgence; il n'a pas d'office, juste une salle possédant un frigidaire et un micro-ondes, ce qui est juste pour réchauffer les plateaux-repas des malades hospitalisés. Il faudra encore une semaine pour que les lits de dépistage soient séparés par un étage des lits d'hospitalisation. Et, dans le service où ils vont être transférés, l'aération nécessaire sera assez difficile à réaliser.

Les malades vraiment infectés de Saint-Antoine sont dirigés à la Pitié-Salpêtrière. Mais cet hôpital déjà en surchauffe va renvoyer à Saint-Antoine des malades ne relevant pas du

Covid-19. La surcharge de travail affectera donc les deux hôpitaux.

Le personnel non-soignant voit les informations passer en ordre dispersé. Les entreprises sous-traitantes sont les moins informées. Et l'ensemble du personnel s'interroge sur les contraintes que va entraîner la mise en place du plan Blanc. Jusqu'où pourront-elles aller?

Un comité central d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) devait se réunir mardi 10 mars pour toute l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris. Mais, à Saint-Antoine, la direction s'est contentée d'organiser des mini-réunions avec les syndicats pour éviter d'avoir à convoquer un CHSCT. On a entendu cette phrase brillante d'un responsable: «*Quand on est soldat, on va au front!*»

Mais, justement, les



travailleurs hospitaliers ne sont pas des soldats. Ils sont des soignants, qui réclament depuis des années, et en particulier depuis des mois par leurs luttes, les moyens nécessaires pour que l'hôpital public puisse fonctionner. L'ex-ministre Agnès Buzyn n'a lâché que des sommes insuffisantes pour permettre de véritables embauches. Devant l'urgence créée par le Covid-19, le gouvernement annonce le recours aux heures

supplémentaires déplafonnées et aux médecins de ville. C'est-à-dire qu'il demande à ceux qui sont déjà surchargés d'accepter d'en faire encore plus.

En réalité, comme le font les capitalistes devant la crise financière, l'État s'en remet à la chance pour que l'épidémie ne fasse pas rompre toutes les digues de l'hôpital public, mises à mal par des décennies d'austérité.

Correspondant LO

## RATP - dépôt de Vitry : la direction veut se venger des grévistes

Judi 5 et vendredi 6 mars ont eu lieu les entretiens disciplinaires de trois salariés du dépôt RATP de Vitry. Ils risquaient le licenciement pour faits de grève. Réunissant entre 500 et 300 personnes, des rassemblements ont été organisés pour les accompagner et les soutenir.

Des collègues du dépôt de Vitry, des salariés de Sanofi, des imprimeurs, des professeurs se sont ainsi retrouvés. Ces salariés de différents secteurs, qui ne se connaissent pas avant le 5 décembre et qui ont vécu ensemble la grève, ont décidé d'être solidaires jusqu'au bout, convaincus

que lorsque un gréviste est attaqué, tous les travailleurs le sont. Les prises de parole se sont enchaînées pour dénoncer la politique de répression de la RATP.

Avant le premier entretien les salariés de la RATP présents sont entrés en nombre dans la salle. Plusieurs se sont adressés aux

membres de la direction, dénonçant l'acharnement du directeur du dépôt. Car celui-ci a aussi déposé plainte contre plusieurs grévistes qui ont dû répondre aux interrogations de la police.

Finalement, les avis sont tombés: deux des salariés auront deux mois de mise à pied et l'autre une mutation immédiate. La direction a un mois pour valider ou modifier l'avis du conseil.

Après un moment de soulagement car il n'y avait pas de licenciement, la rage est remontée. Comment admettre de telles sanctions

pour avoir mis de la musique au piquet de grève ou chanté une chanson jugée trop vulgaire? Le directeur du dépôt a voulu régler ses comptes et la direction n'a pas voulu qu'il perde la face.

Mais il est évident pour tous que sans cette mobilisation et le soutien aux grévistes convoqués, les charges auraient été bien plus lourdes. Alors rendez-vous a été pris le jeudi 26 mars, pour soutenir deux autres grévistes menacés de licenciement.

Correspondant LO

## RATP - dépôt de Thiais : grève et épidémie

Au dépôt de bus RATP de Thiais, dans le Val-de-Marne, deux cas de coronavirus ont été confirmés le 5 et le 6 mars. L'inquiétude montait depuis longtemps, surtout parmi les conducteurs, dont certains transportent 1000 passagers en moyenne par jour et qui manipulent des billets lors des ventes de tickets.

Depuis des semaines, la direction se cachait derrière les recommandations générales de l'ARS pour éviter de répondre aux questions et ne pas perturber ses objectifs. Il a donc fallu se battre pour la moindre mesure de sécurité qui dépasse le stade de l'affiche scotchée sur la porte des WC.

Il y a 15 jours, il n'y avait toujours pas de gel hydroalcoolique, alors que des conducteurs ne pouvaient même pas se laver les mains entre deux tournées, faute de savon ou même de local en bon état. Face à la colère croissante et à la menace d'un arrêt de la vente des tickets, la direction a tout

de même fini par découvrir des flacons stockés dans ses bureaux. Depuis, la distribution se fait au compte-gouttes, avec au maximum un flacon par personne et par semaine.

Il a aussi fallu que deux travailleurs tombent malades, puis que quelques autres assiègent la direction jusqu'au milieu de la nuit, pour que des dispositions spéciales de nettoyage soient mises en place.

Et encore: rien n'a été fait le samedi soir, et ces mesures se limitent au poste de conduite, sans

égard pour la sécurité des ouvriers de la maintenance qui interviennent au retour des véhicules.

La légèreté avec laquelle la direction traite ce problème alimente l'inquiétude. L'indignation grandit aussi à voir que c'est surtout l'idée de perdre des kilomètres ou des ventes de tickets qui rend malade la direction.

Ce n'est qu'après que le virus avait commencé à circuler dans le dépôt qu'une équipe de sensibilisation est intervenue... mais un matin seulement et entre

6 heures et 9 heures, alors que le premier bus sort à 4 heures. Il a fallu attendre lundi 9 mars pour qu'un médecin soit dépêché pour répondre aux questions.

Pendant la grève, la direction savait mobiliser ses cadres dès 4 heures du matin - les «*clémentines*»- avec leur gilet orange. Directeur et RRH y compris, tout le monde était de sortie. Le moins qu'on puisse dire est qu'ils ont mis plus d'énergie à lutter contre la grève que contre l'épidémie.

Correspondant LO



## Chauffeurs VTC : Uber, un patron qui emploie des salariés



**Mercredi 4 mars, la Cour de cassation a confirmé la requalification en contrat de travail du lien unissant un ancien chauffeur parisien d'Uber à la société de plateforme téléphonique, confirmant un arrêt de la cour d'appel de Paris de janvier 2019.**

Le marathon juridique avait commencé en 2017, après que Uber avait désactivé la connexion du chauffeur du site sans autre

forme de procès, le privant de son gagne-pain.

Le jugement écorche encore le mythe qui a entouré le développement de

« l'économie de partage », quand, grâce à l'Internet et au smartphone, des sociétés ont mis en contact des particuliers et des sociétés pour des services de transport ou de livraison. La loi El Khomri, adoptée sous Hollande, a donné un habillage légal au statut des chauffeurs ou coursiers, leur refusant le statut de salarié. Les articles de presse se multipliaient alors pour dire que c'était la fin du salariat...

Né il y a dix ans à San Francisco, Uber a drainé des dizaines de milliards et fait son entrée en Bourse l'an dernier. En revanche, aucun des 30 000 chauffeurs qui sont aujourd'hui sous sa coupe en France ne s'est enrichi. La légende du chauffeur de VTC libre, indépendant, a fait long feu depuis les

témoignages racontant les journées de 10 heures ou même 14 heures au volant, pour récolter en fin de mois un smic ou moins encore. Uber, via les technologies modernes, a réinventé une forme de travail à domicile, de travail à la tâche, comme il en existait au 19<sup>e</sup> siècle, même s'il se fait au volant d'une voiture. Derrière le statut d'autoentrepreneur, il y a tout simplement une main-d'œuvre sans droit, sans protection sociale même minimum, et encore plus désarmée pour se défendre que les salariés rassemblés dans les entreprises.

L'arrêt de la Cour de cassation fera jurisprudence, dit-on. Il n'est en fait pas le premier : en 2018, un coursier de la société de livraison de repas aujourd'hui disparue Take Eat Easy

avait obtenu le même jugement. À l'époque, on avait déjà parlé de jurisprudence, mais cela n'a pas empêché d'autres margoulines de tenter d'occuper le créneau. Quant à Uber, il a annoncé qu'il se prépare à mener de nouveaux marathons juridiques contre des chauffeurs qui voudraient se faire reconnaître comme salariés.

L'intersyndicale des VTC quant à elle a appelé à se déconnecter le 6 mars, c'est-à-dire à faire grève, et à se rassembler devant le siège d'Uber. En fait d'autoentrepreneurs, ces travailleurs, enchaînés à leur vélo, scooter ou voiture, sont bien des salariés. Et, en tant que tels, leur meilleure arme contre leur patron et la précarité qu'il impose, c'est la grève.

**Boris Savin**

## Carrefour Market et Monoprix : des employés en colère

**Samedi 7 mars, à l'initiative de la CGT, des rassemblements de salariés de la grande distribution ont eu lieu à Paris, Lyon, Marseille et Toulouse contre la rapacité de leurs patrons.**

À Boulogne Billancourt, près de Paris, les employés se sont retrouvés devant Carrefour Market. Ils ont dénoncé la surcharge de travail, les bas salaires et le projet de la direction de faire passer dès cette année 54 Carrefour Market et 12 hypermarchés en location-gérance. Ce système fait perdre aux salariés les quelques avantages liés au groupe Carrefour, tandis que 700 millions d'aides publiques ont été encaissés par l'entreprise.

Puis les salariés ont défilé dans le magasin avec drapeaux et chansons. Un nouveau slogan : « Carrefour Market, il est à nous ! » est apparu depuis que l'huisier envoyé par la direction a précisé que les salariés ont le droit d'être en grève sur leur lieu de travail, du moment qu'il n'y a ni entrave au fonctionnement ni dégradation.

Ensuite, le cortège est parti en manifestation vers le Monoprix des Passages, à Boulogne également.

Monoprix fait partie du groupe Casino, qui comprend Géant, Franprix, Leader Price, Naturalia, les magasins de proximité Vival et Spar, et Cdiscount. Ce groupe a supprimé 5 000 emplois en cinq ans.

Au Monoprix des Passages, la situation des salariés se dégrade. Le personnel en vacances n'est pas remplacé, pas plus que les malades. Récemment, ce sont cinq salariés qui se sont retrouvés en accident de travail. Deux sont revenus, mais une salariée a été licenciée, la direction prétendant qu'elle ne trouvait pas de poste compatible

avec son handicap. En plus, un représentant du personnel a été victime d'un grave accident de travail, que la direction a refusé de reconnaître comme tel.

Une seule employée s'occupe des caisses automatiques. Il y a deux ans, le magasin en avait cinq, maintenant il y en a neuf. Tous les matins l'employée doit vider les caisses, compter l'argent, mettre les rouleaux de papier et transporter les sacs de pièces qui peuvent peser plus d'une dizaine de kilos.

Sur tout le groupe, les embauches se font en CDD et en temps partiels. Les

salaires n'ont rien à voir avec le travail effectué. Il est fréquent qu'un simple employé fasse le travail d'un chef de rayon, prenne les commandes et fasse le planning du personnel. Et, s'il demande à avoir le salaire qui lui est dû, on lui désigne la porte. Tout cela avec des horaires flexibles, de 5 heures à 21 heures, samedi et dimanche matin compris.

La colère a donc commencé à s'exprimer avec un premier débrayage samedi 29 février. Après le deuxième, huit jours plus tard, ce n'est sans doute pas fini.

**Correspondant LO**

## Lisi Medical – Hérouville : grève pour les salaires

**Du 3 au 10 mars, à l'usine Lisi de Hérouville-Saint-Clair près de Caen, où l'on fabrique des prothèses médicales, la plupart des 370 ouvriers ont arrêté le travail, soutenus par la CFDT. Ils ont obtenu 1,1 % d'augmentation de salaire avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier.**

La colère a éclaté à l'occasion des négociations salariales, après que la direction a proposé une augmentation de... 0%. Alors même que l'entreprise a fait des profits et appartient à un groupe richissime contrôlé par trois familles, dont les Peugeot, c'était l'insulte de trop. Cela fait des années que les conditions de travail se dégradent : tentative de supprimer les pauses café sous prétexte d'abus, travailleurs poussés à la porte, puis heures

supplémentaires imposées pour compenser le manque de personnel, harcèlement des ouvriers pour travailler plus... Les motifs de mécontentement se sont amoncelés.

Depuis des années il n'y avait pas eu de grève dans l'usine, et la direction pensait avoir les mains libres. Grosse erreur ! La colère accumulée s'est exprimée d'un seul coup, à la surprise de nombreux travailleurs qui ne pensaient pas que leurs collègues suivraient.



Beaucoup sont conscients que la situation se dégrade, chacun voit que bien des entreprises ferment, que les

attaques contre le monde du travail se multiplient et qu'il leur faut engager la lutte pour inverser la

vapeur. Les liens de solidarité créés dans la lutte sont un acquis supplémentaire.

**Correspondant LO**



# MTD-Allemagne: non aux licenciements!

**Le groupe MTD, multinationale américaine des équipements de jardin (tondeuses, tracteurs, etc.), menace de licenciement près de 300 ouvriers travaillant sur deux sites logistiques à Sarrebruck et Hornbach en Allemagne, à quelques kilomètres de la frontière française.**

Les deux fermetures annoncées pour octobre 2020 font suite à la fermeture d'un site de production à Sarrebruck il y a sept ans. À cette occasion, le groupe avait transféré une partie de la production en Hongrie, en divisant les salaires par dix pour le même travail, multipliant ses profits par autant. Des profits déjà très confortables, puisqu'en quinze ans la production à Sarrebruck était passée de 200 tondeuses par jour en 1998 à 500 en 2013, sans effectifs supplémentaires. Autant dire que le groupe MTD

est loin d'être sur la paille.

La convoitise du groupe Stanley Black et Decker, qui a mis récemment plus de 234 millions de dollars sur la table pour acquérir 20% de MTD et envisage un rachat total d'ici à 2021, est révélateur des sommes colossales accumulées ces dernières années et des profits importants à venir. Le groupe Stanley, cette multinationale de l'outillage à main, n'a cessé de grandir ces dernières années, multipliant les opérations de regroupement des activités de logistique en fermant des



BECKERREDEL

usines et augmentant ses bénéfices, à Châtelleraut, Valentigney, Besançon, etc.

En attendant l'éventuelle restructuration chez MTD, le patron profite de la situation pour imposer une flexibilité maximum dans ce prétendu modèle social que serait l'Allemagne. Il utilise le chômage imposé, en invoquant des périodes creuses, pour faire travailler jusqu'à 10h30 par jour en plein été,

c'est-à-dire lorsque cela l'arrange. Chaque jour, la fin de poste peut être modulée à son gré sans préavis, prolongeant le poste jusqu'à deux à trois heures par jour.

Pour l'instant, les discussions à huis clos entre le syndicat IG Metall et le patron permettent à celui-ci de gagner du temps. La seule proposition faite aux plus anciens est d'accepter leur licenciement pour toucher le

chômage, le groupe promettant de compléter ce dernier pour atteindre une paye complète... pendant un an, en attendant ensuite 65 ans pour toucher une retraite bien amputée. Aucun des travailleurs n'est prêt à accepter de telles combines à ses dépens, bien conscients que le groupe MTD a largement les moyens de payer et de maintenir les emplois.

**Correspondant LO**

## Accident TGV: la SNCF déraile

**Le déraillement, jeudi 5 mars, du TGV Colmar-Paris a fait 21 blessés, dont trois graves. Le conducteur particulièrement exposé a été immédiatement hospitalisé.**

L'effondrement d'un talus a provoqué cet accident. Mais une véritable catastrophe a été évitée de justesse. Le train roulait à 270 km/h et transportait

348 passagers. La motrice du TGV et les quatre premières voitures sont sorties de la voie, mais sont restées debout. Le sang-froid du conducteur, qui malgré ses

blessures a réussi à donner l'alerte radio, a sauvé la vie de nombreux passagers.

Les fortes intempéries semblent à l'origine immédiate de l'effondrement du talus. Une enquête est en cours pour déterminer les causes exactes. Mais la sécurité des voies doit

évidemment impliquer un entretien et une surveillance suffisants pour que ce type d'accident ne puisse pas se produire.

Or cela impliquerait des effectifs et des moyens adéquats. Ce n'est absolument pas la politique de la SNCF, qui est au contraire de

rechercher les économies à tout crin.

L'hémorragie d'effectifs se poursuit à la SNCF. Elle ne peut qu'engendrer des catastrophes pour les cheminots comme pour les voyageurs. Il faut y mettre un coup d'arrêt.

**Christian Bernac**

## QUI SOMMES-NOUS?

### Lutte ouvrière

**Union communiste (trotskyste), membre de l'Union communiste internationaliste**

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-dix-neuf ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries Lyonnaises de presse) - Dépôt légal mars 2020.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

### Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Contrairement aux partis qui défendent l'ordre social, qui sont financés par la bourgeoisie à travers de multiples canaux, qui monopolisent les passages dans les grands médias, Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. Les dons et cotisations versés à un ou plusieurs partis politiques ne peuvent excéder au total 7 500 euros par an. Si vous souhaitez nous soutenir financièrement, il est possible de payer par carte bancaire sur notre site ou de nous adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière,

en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66% de ce don et dans la limite de 20% du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas

droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».

### Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à  Lutte ouvrière  Lutte de classe

Nom ..... Prénom.....

Adresse .....

Code postal..... Ville.....

Ci-joint la somme de :  
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris  
à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Reste de l'Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

[www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)  
[www.union-communiste.org](http://www.union-communiste.org)  
[contact@lutte-ouvriere.org](mailto:contact@lutte-ouvriere.org)

**Vidéos**  
[www.lutte-ouvriere.org/multimedia](http://www.lutte-ouvriere.org/multimedia)

**Audio-LO**  
[www.lutte-ouvriere-audio.org](http://www.lutte-ouvriere-audio.org)



# Union européenne : il y a de l'argent pour la chasse aux migrants

L'Union européenne envisagerait d'accueillir 1 000 à 1 500 enfants migrants non accompagnés, actuellement bloqués sur les îles grecques. En attendant la réalisation hypothétique de cet accueil a minima par des pays européens volontaires, plus de 13 000 migrants se pressent à la frontière gréco-turque.

Ils s'ajoutent aux 40 000 bloqués dans les îles et à ceux, presque aussi nombreux, déjà réfugiés en Grèce continentale.

Le gouvernement grec a décidé de créer un centre fermé dans le Nord, de suspendre les demandes d'asile pour un mois, ainsi que toute aide financière aux personnes ayant déjà obtenu l'asile, sauf les mineurs, et de les obliger à quitter les structures d'accueil. Il a également décidé de renforcer le mur existant au nord et d'en construire un nouveau de 30 km d'ici trois mois. Ces mesures du gouvernement réactionnaire de Mitsotakis encouragent de petits groupes à patrouiller le long de la frontière avec leurs fusils de chasse.

Mais l'Union européenne a beau jeu de protester contre certains excès dans la répression. C'est elle qui veut s'assurer, selon ses

propres termes, « que l'ordre soit maintenu à la frontière grecque qui est aussi une frontière européenne ». C'est l'UE qui paye Frontex, l'agence de surveillance des frontières, paraît-il « pour apporter de l'aide en mer et sur terre ».

En fait d'aide, c'est à la chasse aux migrants que les unités navales se consacrent, y compris les gardes-côtes grecs ou turcs collaborant à Frontex. Ils ne font même plus semblant, à quelques exceptions près, de récupérer les réfugiés : ils les chassent. Leurs bateaux, comme le montrent certaines vidéos, tournent à grande vitesse autour des zodiacs des réfugiés, se rapprochent de plus en plus, provoquant des vagues violentes, qui les font fuir dans le meilleur des cas, ou sombrer.

Dans son livre *Lesbos, la honte de l'Europe*, Jean



Les forces d'intervention en mer de Frontex.

Ziegler, en mission pour l'ONU, a recensé et dénoncé cette militarisation à outrance, les brutalités de ces troupes, l'inflation du budget de Frontex qui devrait augmenter de 12 milliards d'euros dans les sept ans à venir. Il dénonce aussi les profits faramineux des marchands d'armes qui perfectionnent leurs outils de répression : drones

ultraperformants pour détecter de jour comme de nuit, sur terre comme sur mer, les mouvements des migrants, scanners à 1,5 million pièce pour capter les battements de cœur et la quantité d'air respiré dans un camion, mitrailleuses à tir autodéclenché comme celles installées par le gouvernement turc à la frontière syrienne, etc. Les guerres aux quatre

coins du monde, le système économique en crise ne peuvent qu'augmenter le nombre de réfugiés. Les grandes puissances, européennes ou non, se préparent à cette situation en cherchant à parquer ou à éloigner ceux qui ont échappé à la misère et aux massacres dont elles sont responsables.

Sylvie Maréchal

## Burkina Faso : le poison de l'ethnisme

Au moins 43 personnes ont été tuées dimanche 8 mars dans les villages de Dinguila, Barga et Ramdola au Burkina Faso. Ces villages sont situés près de la frontière malienne, dans une région où se concentrent l'activité des groupes djihadistes et les troupes françaises de l'opération Barkhane censées les combattre.

Ce massacre est vraisemblablement l'œuvre d'un groupe dit d'autodéfense qui multiplie les attaques contre les villages peuls. Sous prétexte que des jeunes ont rejoint les djihadistes qui ravagent la région, ces groupes d'autodéfense visent indistinctement toute

la population peule, accusée en bloc de fournir un refuge aux djihadistes et de les alimenter en nouvelles recrues.

Le groupe suspecté, les Koglweogo, ou gardiens de la brousse, existe depuis des dizaines d'années. Ses membres étaient présents

avant même l'arrivée des djihadistes dans la région et disaient vouloir assurer la sécurité dans les campagnes, arrêter et punir les voleurs. Officiellement intégrés à la police de proximité en 2016, ils n'ont jamais été contrôlés par l'État burkinabé. Ces milliers d'hommes armés se sont vite fait redouter en s'en prenant aux villages qui ne reconnaissent pas leur autorité et en rendant une justice expéditive. Ils n'hésitaient pas, par exemple, à ligoter de présumés voleurs de moutons à un arbre et à les fouetter avec

des branches enflammées jusqu'à ce qu'ils avouent.

Depuis que les groupes armés djihadistes ont commencé à semer la terreur au Burkina Faso après l'avoir fait au Mali, ces milices d'autodéfense se sont donné une autre raison d'être : elles organisent les représailles contre la population peule. Un cycle de violences et de contre-violences ethniques s'est ainsi enclenché, dont les membres des différentes communautés sont les victimes impuissantes. Cette calamité n'est pas réservée au Burkina Faso. Au Mali

aussi, les violences perpétrées par différents groupes d'autodéfense sont devenues régulières et font à chaque fois de nombreuses victimes.

Dans cette région totalement déstabilisée, le poison de l'ethnisme s'ajoute ainsi à la terreur djihadiste pour pousser des centaines de milliers d'habitants à fuir loin de chez eux. Et ce n'est pas l'armée française, présente uniquement pour défendre les intérêts de l'impérialisme français en Afrique, qui les protège.

Daniel Mescla

## Fil rouge

### Pas de frontière à la démagogie

Les porte-parole de l'extrême droite et les plumitifs de la droite extrême n'ont eu qu'un mot à propos de l'épidémie de coronavirus : « Il faut fermer les frontières. » Il est inutile de chercher à leur démontrer que c'est stupide, le virus voyageant sans passeport, et impossible, au vu du flux quotidien de voyageurs et de marchandises. Ces gens se moquent évidemment des arguments médicaux ou simplement réalistes.

La frontière est pour eux la réponse à tout événement qui suscite l'émotion populaire : fait divers sordide, réfugiés cherchant à survivre, maladie, chômage.

En revanche, il n'y a rien à faire contre la c... démagogique, elle est à l'intérieur depuis longtemps.

### L'assurance des assureurs

La fédération française des assureurs a rapidement rassuré ses membres : ils sont immunisés contre le coronavirus. Les polices des entreprises

ne couvrent pas ce type de risque, à moins qu'il ne soit explicitement cité dans le contrat... ce qui est très peu probable pour un virus apparu il y a quelques semaines. Quant aux particuliers, la jurisprudence leur serait un peu plus favorable, mais les sommes en jeu sont bien moindres et on peut toujours contester leur indemnisation devant les tribunaux.

Comme quoi l'assurance assure vraiment... les profits des assureurs.

### Virus du profit

Les entreprises, ou plus exactement les profits de leurs propriétaires, sont bien couverts comme le montrent différentes déclarations du président du Medef. D'après ce monsieur, l'Éducation nationale elle-même devrait payer le manque à gagner des transporteurs en cas d'annulation de voyage scolaire. Les travailleurs confinés doivent être mis en chômage technique, c'est-à-dire payés non par le patron mais par les

cotisations de l'ensemble des salariés. Et naturellement, selon le Medef, les fonds publics doivent couvrir les pertes subies par les entreprises, payer leurs factures, renoncer à recouvrer leurs cotisations etc.

Alors que les scientifiques en sont encore à se demander comment protéger les populations, les patrons ont trouvé depuis longtemps comment protéger leurs profits : en se payant sur l'argent public, comme d'habitude.